

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRE DE LA SALANQUE SA

RD5 - Route d'Opoul
66600 Salses-Le-Château

Réf : 2025-053-PR
Code AIOT : 0006601513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 sur la carrière exploitée par la société SABLIÈRE DE LA SALANQUE située Sarrat de la Traverse sur la commune de Salses-le-Château. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée à la suite de l'autorisation d'extension délivrée le 30/08/2024 et dans le cadre de l'action régionale concernant le réaménagement de la carrière en utilisant des déchets inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRE DE LA SALANQUE SA
- Sarrat de la Traverse 66600 Salses-le-Château
- Code AIOT : 0006601513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

D'après les archives photographiques aériennes de l'IGN, les premiers travaux d'extraction à l'endroit de la carrière actuelle semblent datés du début des années 1970, soit il y a plus de 50 ans.

La société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE a repris l'exploitation la carrière de Salses-le-Château depuis

les années 1990. Cette carrière, ainsi que l'installation de traitement des matériaux et la station de transit qui l'accompagnent, ont été successivement autorisées par les arrêtés préfectoraux des 26/04/1993, 11/04/1997, 21/01/2000, 16/08/2018 et 29/10/2021.

L'arrêté du 16/08/2018, qui constitue l'acte administratif de référence, a renouvelé l'autorisation pour 30 ans et autorisé l'extension au nord sur une surface d'environ 13,9 ha. Il autorise les installations annexes de la carrière à savoir :

- une installation de traitement de matériaux (rubrique ICPE 2515-1a),
- une plate-forme de transit de matériaux (rubrique ICPE 2517-1),
- le remblaiement et réaménagement de la carrière avec des déchets inertes,
- le rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, (rubrique IOTA 2.1.5.0),
- l'exploitation d'un forage (rubrique IOTA 1.1.2.0).

Cette autorisation d'extension a nécessité une dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvages qui a été attribué par arrêté préfectoral de même date.

Le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 a considéré que le projet d'extension de la carrière de Salses-le-Château ne peut être regardé comme répondant à une raison impérative d'intérêt public majeur pouvant justifier, dans les circonstances de l'espèce, l'atteinte portée aux trente-et-une espèces protégées de flore (une), d'insectes (deux), de reptiles (quatre), d'oiseaux (vingt-deux) et de mammifères (deux) et a donc annulé :

- d'une part l'arrêté du 16/08/2018 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvages protégées,
- d'autre part l'arrêté d'autorisation du 16/08/2018 en tant qu'il autorise la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE à étendre l'exploitation de la carrière de Salses-le-Château sur une surface de 13,9 hectares.

Au jour du jugement du 18/05/2020, soit 21 mois après la délivrance de l'autorisation, la première phase d'extension correspondante à la phase 2 du plan de phasage était en cours d'exploitation.

Dans le cadre d'une procédure de régularisation, la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE a été autorisé par l'arrêté du 29/10/2021, à reprendre l'activité de la carrière de Salses-le-Château au droit de la zone dénaturée et décapée de 4,37 ha, qui avait été mise en exploitation avant le jugement du tribunal administratif du 18/05/2020.

Enfin la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE a été autorisé par arrêté préfectoral complémentaire du 17/01/2023 à approfondir le carreau de la carrière de 15 m, jusqu'à la cote 55 m NGF.

Une nouvelle demande d'extension a été déposée le 08/03/2024 et complétée le 26/03/2024, qui a abouti à l'arrêté du 30/08/2024 autorisant l'extension de la carrière sur une surface de 4,48 ha et modifiant l'arrêté du 16/08/2018, afin de fixer les prescriptions complémentaires à respecter dans le cadre de cette extension.

Afin de caractériser les risques portés à la faune et la flore, la demande comprend une étude écologique. Par rapport à l'étude initiale qui a conduit à l'autorisation de 2018, cette étude a été conduite sur une zone élargie, intégrant des zones lointaines de la carrière. L'objectif était de permettre de mieux comprendre les écosystèmes en présence, la répartition des habitats et des espèces dans les milieux identifiés, la répartition des espèces dans ce grand continuum constitué par le massif des basses Corbières où est située la carrière.

Cette étude conclut que la prise en compte des mesures d'évitement et de réduction des atteintes

portées aux espèces protégées, permet de conclure à l'absence d'impacts résiduels sur les habitats et les espèces identifiés et la bonne conservation de ces derniers dans leurs aires de répartition.

S'appuyant sur les récentes jurisprudences il a été considéré que les mesures d'évitement et de réduction présentent des garanties d'effectivité suffisantes et permettent de réduire le risque porté par le projet sur les espèces protégées identifiées, de sorte que celui-ci ne serait, au final, pas « *suffisamment caractérisé* ». La sollicitation d'une dérogation espèces protégées n'a en conséquence pas été nécessaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Audit des prescriptions	Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 9.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 9.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
9	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
11	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 9.3.4
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 1.5.2
5	Modalité de décapage	Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 8.1.8.3
6	Modalités de remblayage des fosses	Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 8.2.1
7	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
8	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
10	Interdiction dilution ou mélange	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
12	Valeurs limites annexe II	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
14	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
15	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
16	Remblayage carrières stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
17	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Concernant les points de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives

mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 3 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit des prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 9.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Audit des prescriptions
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés de prescriptions générales applicables est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés au minimum 5 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant présente le 1 ^{er} récolement de l'AP d'autorisation réalisé par la société AGEOX en août 2018 ainsi que le dernier audit interne effectué le 06/10/2021. <i>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</i> L'audit des prescriptions doit être renouvelé en reprenant comme référence l'arrêté du 16/08/2018 modifié ainsi que les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables. L'inspection propose de faire réaliser cet audit par un prestataire externe.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, articles 8.3.1 & 9.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan environnement annuel
Prescription contrôlée : Article 9.3.4 Bilan environnement annuel L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">• une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;• un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;• un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;• le bilan des mesures des retombées de poussières dans l'environnement. Rappel des dispositions de l'article 19.8 de l'AM du 22/09/94 : Ce bilan annuel reprend les valeurs

mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;
- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;
- le plan d'exploitation et de remise en état ;
- un bilan des 8 mesures d'évitement, 70 mesures de réduction, 12 mesures d'accompagnement et 8 mesures de suivi, énumérées en annexe 8 du présent arrêté, sous forme de tableau synthétique, confirmant / justifiant point par point la mise en œuvre des mesures prévues au dossier de demande d'autorisation selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC).

Article 8.3.1 Mesures d'évitement et de réduction

La société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE et l'ensemble de ses prestataires mettent en œuvre les mesures d'évitement (e) et de réduction (r) d'impacts détaillées dans les différents dossiers déposés par la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE, qui comprennent notamment 8 mesures d'évitement et 70 mesures de réduction reprises en annexe 8 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant confirme que le bilan annuel 2024 est en cours de rédaction et qu'il comprendra le bilan point par point des mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi, énumérées en annexe 8 de l'arrêté.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'inspection rappelle l'importance de pouvoir justifier la mise en œuvre de l'ensemble des mesures ERC et que la mesure d'accompagnement MA02 prévoit la « mise en place d'un délégué environnement assistant du directeur d'exploitation pour la mise en œuvre et le suivi des mesures ».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 9.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation et de remise en état

Prescription contrôlée :

Il est établi un plan d'exploitation et de remise en état orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- les bords de la fouille et positionnement des fronts ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les surfaces défrichées,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état),
- les zones remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations - pistes - stocks ...),
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),

<ul style="list-style-type: none"> les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...). <p>Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour du plan d'exploitation datée du 04/02/2025 sur un fond topo relevé le 18/12/2024 est présenté.</p> <p>Le relevé est réalisé par photogrammétrie à l'aide d'un drone.</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage que le plan fait apparaître les mentions indiquées à l'article 15 et en particulier les surfaces réaménagées, les limites du site avec le positionnement des bornes, les courbes de niveaux, les niveaux d'altitude.</p> <p><i>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</i></p> <p>Le plan doit être complété afin de faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m (au lieu de 35 m) ; les surfaces dénaturalisées ; les zones remises en état ; le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place de la garantie financière
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant minimum des garanties financières pour les périodes de cinq ans successives à compter de la date du présent arrêté, est fixé dans le tableau ci-dessous :</p> <p>1ème phase quinquennale suite à l'extension 2024 : 09/2024→ 15/08/2028 : 929 181,00 €</p> <p>Article 7 AP du 30/08/2024</p> <p>Le document attestant de la constitution des garanties financières correspondant au nouveau montant pour la première phase quinquennale doit être transmis au préfet dans un délai maximal de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement solidaire modifié suite à l'autorisation du 30/08/2024 et daté du 17/10/2024.</p> <p>Cet acte porte sur la période du 17/10/2024 au 15/08/2028 et garantit la somme de 929 181 €.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalité de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 8.1.8.3
--

<p>Thème(s) : Risques chroniques, Décapage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.</p> <p>Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.</p> <p>L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.</p> <p>Les opérations de décapage respecteront les dispositions de l'arrêté susvisé de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées et en particulier la mesure de dérogation « respect d'un calendrier d'intervention ».</p> <p>Annexe 8 - Mesures prévues au dossier de demande d'autorisation selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) :</p> <ul style="list-style-type: none"> x MR 26 : Adaptation du phasage des travaux à la biologie des espèces faunistiques (ECOTONIA MR2) x MR 27 : Défavorabilisation des banquettes et des milieux naturels avant enlèvement des végétaux (ECOTONIA MR3) x MR 28 : Adaptation des modalités de débroussaillage et de défrichement pour permettre la fuite des espèces (ECOTONIA MR4) x MA 4 : Translocation des espèces végétales impactées (ECOTONIA MA 2) x MA 8 : Mise en place d'une convention avec le Conservatoire des Espaces Naturels Occitanie dans le cadre des suivis naturalistes
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que Les travaux de débroussaillage et de défrichement ont été réalisés à partir du 04/09/2024 en respectant le calendrier écologique qui définit les mois de septembre à novembre comme période favorable pour ces interventions.</p> <p>Pour la phase 1 l'ensemble de la surface d'extension de 4,48 ha a été dénaturalisé, le phasage d'exploitation prévoyant une extraction des matériaux en phase descendante afin de faciliter la circulation des engins et permettre une remise en état rapide des fronts supérieurs.</p> <p>L'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le document « Cahier de Suivi de la carrière de Salses-le-Château, mesures prévues au dossier de demande d'autorisation selon la séquence Éviter, Réduire, Compenser (ERC) », daté du 11/09/2024, qui a pour but d'assurer la traçabilité des mesures mises en œuvre. Ce document concerne plus particulièrement les mesures MR28 « Adaptation des modalités de débroussaillage et de défrichement », MA 7 « Installation de gîtes à chauves-souris en partenariat avec le syndicat Rivage », MR 30 « Mise en place de zones refuges et d'habitats favorables à l'accueil des reptiles », MR 67 « Opérations de débroussaillage en limite de site » ; • le rapport de translocation glaïeul douteux daté de novembre 2024 (mesure MA4) ; • la convention de partenariat pour la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'accompagnement signée le 01/03/2020 avec le Conservatoire Espaces Naturels Occitanie (mesure MA8) ; <p>L'exploitant précise que la convention avec le conservatoire est en cours de modification afin de mettre à jour les données suite à l'autorisation de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Modalités de remblayage des fosses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2018, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de remblayage des fosses
Prescription contrôlée : Les déchets utilisables pour le réaménagement de la carrière sont les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, et les déchets inertes du BTP. Les déchets inertes provenant des déchetteries sont interdits. Les modalités de remblayage des fosses respectent les dispositions suivantes (du bas vers le haut) : <ul style="list-style-type: none">• mise en place de matériaux argileux naturels en fond de fouille sur une épaisseur d'un mètre d'épaisseur au minimum ;• remblayage avec les déchets inertes du BTP et stériles d'exploitation ;• couche finale réalisée avec les stériles d'exploitation sur une épaisseur d'un mètre d'épaisseur au minimum ;• mise en place de terre végétale pour favoriser la reprise des plantations. La quantité de stockage maximale de déchets inertes externes est estimée à 2.000.000 m³. Le déversement direct des déchets inertes sur la zone à réaménager est interdit. L'exploitant met en place un tri / contrôle à la réception afin de vérifier la qualité des déchets. La présence de déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, terres souillées, etc.... dans les déchets inertes utilisés en réaménagement est interdit. Des containers à déchets sont positionnés à proximité de l'aire de tri / contrôle des déchets.
Constats : les déchets de l'annexe I sont admis sur le site Cf points de contrôles suivants : l'exploitant confirme que seuls les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, et les déchets inertes du BTP sont admis sur le site et en particulier les déchets inertes provenant des déchetteries sont interdits. L'exploitant confirme la mise en place de matériaux argileux naturels en fond de fouille sur une épaisseur d'un mètre d'épaisseur au minimum provenant des stériles de la carrière argileux et présente des photos de mise en œuvre de cette couche d'argile. Au cours de la visite l'inspection a pu constater la mise en œuvre en cours de la couche finale réalisée avec les stériles d'exploitation, sur la partie sud de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'accueil des déchets inertes externe au site est effectué dans le cadre du réaménagement de la carrière qui prévoit le remblayage des fosses d'extraction (rubrique 2510, 2515, 2517). La carrière n'est pas autorisée au titre de la rubrique 2760-3 « installation de stockage de déchets

inertes ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; des déchets non pelletables ; des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; des déchets radioactifs. <p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme ne pas réceptionner les déchets interdits mentionnés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014 et ne réceptionner que les déchets de l'annexe I de l'AM du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des DI.</p> <p>La procédure d'acceptation préalable et les contrôles réalisés lors de la réception des déchets permettent d'écarter les déchets non autorisés mentionnés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014.</p> <p>L'exploitant présente le registre d'admission des déchets réceptionné rempli sur tableur informatique par trimestre, pour l'année 2024.</p> <p>Les codes déchets correspondent aux codes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 17 05 04 : terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ; 17 01 01 : béton ; 17 01 07 : mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 ; 17 03 02 : mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

Constats :

L'exploitant présente la procédure de réception de matériaux inertes en vigueur sur la carrière de Salses-le-Château (datée de septembre 2023).

Cette procédure rappelle (§1) la nature des matériaux admis, (§2) les conditions d'acceptation préalable et la nécessité d'établir le document préalable avant la livraison ou lors de la première livraison d'une série d'un même type de déchets.

À noter, cf point de contrôle précédent, que seuls les déchets de l'annexe I sont admis sur le site, et que ces déchets ne sont donc pas concernés par l'obligation de réaliser des analyses prévues à l'annexe II de l'AM du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des DI.

La procédure interne de réception de matériaux inertes prévoit :

- à l'arrivée un contrôle visuel à la bascule pendant la pesée ;
- l'établissement d'un bordereau de réception
- le déchargement sur la plate-forme prévue, avec avancement du camion pour étaler le chargement ;
- un deuxième contrôle visuel et olfactif des déchets après déchargement ;
- l'achèvement du remplissage du bordereau de réception.

L'inspection a vérifié le respect de la procédure à l'occasion d'un déchargement de déchets inertes.

L'exploitant précise que si les déchets ne sont pas triés à la source ils ne peuvent pas faire l'objet d'une opération de recyclage et sont donc soit « valorisés » en réaménagement de carrière, s'ils ne contiennent que des déchets de l'annexe 1, soit refusés.

La différence de coût de la prestation recyclage / valorisation amène les détenteurs de déchets à les trier à la source

L'exploitant confirme que les enrobés après déchargement font l'objet d'un test à l'aide d'un spray révélateur pour vérifier l'absence de goudron. Par contre il n'existe pas de test pour l'amiante, le

diagnostic amiante est réalisé avant les travaux de voiries.

Lors de la visite l'inspection a vérifié l'utilisation du test pour le goudron (trace laissée suite au test sur les déchets d'enrobés).

Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :

La procédure d'acceptation préalable doit être complétée afin de préciser les dispositions prévues pour vérifier que :

- les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 ont fait l'objet d'une vérification montrant qu'ils ne contiennent pas d'amiante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Interdiction dilution ou mélange

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.

Prescription contrôlée :

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.

Constats :

Sans objet.

L'exploitant confirme que seul les déchets de l'annexe 1 de l'AM du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des DI sont autorisés sur le site. Ces déchets ne sont pas soumis à l'obligation de réalisation d'analyses afin de vérifier le respect des valeurs limites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le modèle de document préalable utilisé sur la carrière.</p> <p>Ce document prévoit la mention de l'ensemble des informations prévues à l'article 5.</p> <p>L'inspection a participé au cours de la visite à la vérification d'une livraison de déchets inertes et vérifié par sondage que les documents préalables sont correctement renseignés.</p> <p>L'exploitant indique que tous les documents préalables sont pour l'instant conservés depuis la mise en place de la procédure en 2022.</p> <p>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que le document d'acceptation Préalable est correctement renseigné, en particulier que le nom et les coordonnées du producteur des déchets sont mentionnés et que le document est signé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Valeurs limites annexe II

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Concernant les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760, après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés par l'annexe II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local.</p> <p>En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées en annexe II.</p> <p>Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet, le site n'accepte que des déchets relevant de l'annexe I de l'AM du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des DI</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : La procédure prévoit qu'à l'arrivée sur le site, l'agent à la bascule : <ul style="list-style-type: none">• vérifie le bordereau de réception ;• renseigne le registre des admissions et des refus comprenant les rubriques suivantes : Date / Client / Nature / N° bordereau / Quantité / N° case de dépôt / Provenance (adresse du chantier d'origine) / Commentaires ;• contrôle visuellement le chargement pendant la pesée ; les chargements présentant des éléments visibles indésirables en quantité notable doivent être refusés. L'exploitant précise que la plate-forme de déchargement est évolutive en fonction de l'état d'avancement du réaménagement. Le semi décharge en avançant afin d'étaler au maximum les matériaux pour faciliter le contrôle visuel et olfactif du caractère inerte des matériaux réalisé pendant le déchargement. Le respect de la procédure a été vérifié le jour de l'inspection. Demande formulée par l'inspection à la suite du constat : L'existence du document d'acceptation préalable (DAP) et la cohérence entre les informations de du DAP et le déchet réceptionné, doivent pouvoir être vérifié aisément par l'agent de la bascule. Le poste de la bascule doit être aménagé afin de permettre le contrôle visuel des chargements en particulier des semis-remorques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : L'exploitant présente le « bon de décharge » délivré au transporteur correspondant à l'accusé réception et servant également à l'établissement des factures.

Sur le bon de décharge sont notamment mentionnés la quantité de déchets réceptionné en tonnes et la date et l'heure de la pesée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accusé d'acceptation des déchets ; • le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; • le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le registre d'admission sur fichier informatique qui comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ date / n° bon d'acceptation / identification du lieu de déchargement / identification du client / provenance du chargement / code déchet / quantité / commentaires. <p>À noter que l'arrêté du 29/02/2012 a été abrogé par l'article 16 de l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement (cf point de contrôle n°17).</p> <p>L'exploitant présente également le registre Refus.</p> <p>Le registre des refus précise le motif de refus sur la colonne « nature du chargement refusé ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Remblayage carrières stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réaménagement prévoit le remblaiement des fosses d'extraction avec les déchets inertes sur une épaisseur moyenne de 60 m ; les camions sont déchargés sur une plate-forme proche du lieu de stockage définitif puis les matériaux sont poussés au moyen d'un engin directement dans la zone à remblayer.</p> <p>Les matériaux sont mis en œuvre par couche successive et bloqués entre les fronts constitutifs de la fosse d'extraction.</p>

L'exploitant confirme que l'encaissant étant constitué par de la roche massive, la méthode de remblaiement n'amène pas de risque d'instabilité des terrains.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Constats :

Suivant les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, le registre national des déchets concerne également les terres excavées.

Le site exerce une activité de réception, en vu du stockage des déchets inertes dans le cadre du réaménagement de la carrière, incluant les terres excavées.

L'exploitant confirme utiliser la base de données électronique centralisée pour la déclaration des registres réglementaires.

L'extrait du fichier RNDTS pour l'année 2024 est présenté.

Le code traitement « D1 : dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge) » est mentionné pour l'ensemble des terres enregistré sur le registre.

L'inspection signale qu'à partir du 05/05/2025, les utilisateurs du RNDTS seront invités à effectuer leurs démarches via TrackDéchets : la plateforme est en cours d'intégration des fonctionnalités du RNDTS et des données préalablement déclarées.

Type de suites proposées : Sans suite

